

ALGÉRIE : CRISE OU RÉVOLUTION ?

France
Pays - Arabes
Juin 93

Entretien avec M. Sid Ahmed Ghazali, ambassadeur d'Algérie

Ambassadeur d'Algérie en France, depuis le mois d'août 1992, M. Sid Ahmed Ghazali est un ancien élève de l'Ecole des Ponts et Chaussées de Paris, ingénieur, ancien directeur de l'Energie et des Carburants en Algérie dès 1962, puis quatre ans plus tard président directeur général de la Sonatrach jusqu'en 1979. Il fut plusieurs fois ministre, d'abord de l'Energie, puis de l'Hydraulique. De 1984 à 1988, M. Sid Ahmed Ghazali fut ambassadeur en Belgique et auprès de la CEE. En 1988, il devint ministre des Finances et, en 1989, ministre des Affaires étrangères et enfin chef du gouvernement algérien, de juin 1991 à juillet 1992. Il a bien voulu répondre, pour France-Pays Arabes, à quelques questions sur les problèmes d'actualité qui se posent à l'Algérie en 1993.

● Monsieur le Premier ministre, pouvez-vous commenter la situation réelle de l'Algérie d'aujourd'hui ? On constate, à la lecture de la presse algérienne, que la lutte contre le terrorisme y tient une place très importante. On a pu lire, également, d'après les termes d'un rapport établi à la demande du Sénat américain, en février 1993, que : « Pour les Américains, la stratégie globale définie par le gouvernement algérien et qui comporte trois priorités (sécurité, économie, ouverture du dialogue) a complètement échoué. » D'après vous, quelle part de réalité et de fiction faut-il retenir de ce que l'on appelle à nouveau : « les événements d'Algérie » ?

— Tout d'abord, je voudrais dire qu'il n'existe pas de rapport du Sénat américain. Tout au plus, une note qu'un sénateur américain a fait faire par un de ses assistants pour son propre compte.

En fait, il est difficile de répondre sérieusement à votre question, car la réalité est beaucoup plus complexe qu'on a tendance à vouloir le laisser entendre par certaines descriptions lapidaires de la situation. Ensuite, il y a quand même une image qui s'est dessinée, pas seulement par les manifestations de violence dans notre pays, mais pour des raisons historiques et autres. Une image qui doit beaucoup à la façon dont les médias français eux-mêmes présentent l'Algérie. Je dis bien les médias français et pas étrangers. C'est une situation de fait. Elle part peut-être même d'un mouvement de solidarité avec l'Algérie...

Je crois qu'un journaliste français se sent toujours impliqué, dans le bon ou le mauvais sens, quand il parle de l'Algérie et quand un journaliste est impliqué, il n'est plus un professionnel objectif. C'est la différence essentielle entre les médias français et anglo-saxons.

● Cela provient, sans doute, du fait qu'en France on se sent très concerné par ce qui se passe en Algérie.

— Oui... et on pourrait vraisemblablement faire le même reproche à la presse algérienne quand elle parle de la France. L'image donnée ainsi sur l'Algérie est donc très surfaite par rapport à la réalité. Elle est dramatisée à l'extrême, même si la situation est difficile et si la violence existe. Mais il ne faut pas voir que cette Algérie-là. Parce qu'il y a violence, on dit que l'Algérie est au bord de la guerre civile. Or, je remarque depuis que je suis à Paris, qu'il y a eu des dizaines et des dizaines d'attentats en France. Je ne parle pas de la Mafia en Italie, ni de ce qui se passe en Grande-Bretagne. Bien sûr, ce n'est pas la même chose que chez nous. Il y a des assassinats, des attentats à l'explosif, des prises d'otage, mais personne ne dit que la France, l'Italie ou la Grande-Bretagne sont au bord de la guerre civile. Pourquoi ? Parce que s'il y a violence, elle intervient dans des pays qui ne sont pas dans une situation économique difficile, bien qu'ils éprouvent des problèmes similaires, chômage, délinquance, etc. Mais en Algérie, c'est une accumulation de problèmes qui se posent. La violence intervient, à ce moment, sur un corps déjà malade. L'Algérie traverse une crise économique, sociale, morale, politique. Une partie de la population a été marginalisée. Et puis, n'oublions pas la volonté de l'exploitation de la religion à des fins de prise de pouvoir. Ajoute à l'approche subjective que je viens d'indiquer, cela fait apparaître l'Algérie sous un visage qui n'est pas tout à fait le sien.

Il y a du terrorisme. Il y a des Algériens déses-

pérés. Il y a des Algériens marginalisés. Il y en a de très malheureux. Mais on ne parle pas de toute cette Algérie, celle de la jeunesse qui est finalement garante de notre avenir, celle qui refuse de se laisser entraîner dans le désespoir, dans le chaos, et qui travaille, qui étudie, qui ne s'abandonne pas à la facilité.

En d'autres termes, l'image de l'Algérie n'est certainement pas toute blanche. Elle n'est pas non plus toute noire, mais entre le blanc et le noir, vous avez tout le spectre.

● Mais c'est plus une crise qu'une révolution ?

— Non, ce n'est pas une révolution, bien que l'Algérie ait sans doute besoin d'une deuxième grande révolution. Mais il y a une crise très profonde, politique, économique et sociale. Faute d'avoir su se réformer à temps, le système, hérité de la légitimité révolutionnaire historique, s'est enlisé dans une logique de pouvoir. Ceci a eu des repercussions sur la gestion économique et sociale du pays, donc sur le moral des gens. Et ça a donné ce que nous sommes en train de vivre actuellement.

● Vous reconnaissez qu'il y a eu une mauvaise gestion ? La bureaucratisation, les expériences malheureuses de l'après-indépendance.

— Etaient-ce des expériences malheureuses ou heureuses ? Les expériences, par définition, ne peuvent, en fin de compte, qu'être heureuses. Et l'on a trop tendance à oublier d'où est partie l'Algérie. Mais je ne suis pas en train de me défauter sur d'autres. Quand nous parlons d'influences étrangères dans notre vie politique intérieure, nous clamons au même moment que les problèmes sont nés chez nous. Cela n'empêche pas que d'autres aient essayé de les exploiter à certaines fins.

De la même manière, quand nous examinons le bilan de l'Algérie, alors que les Algériens ont trop tendance à s'autocritiquer, voire à se dénigrer, on a tendance à oublier ce qu'était l'Algérie en 1962.

● Mais il y a trente ans.

— Il y a trente ans, nous avions 300 000 enfants à l'école, dont 5 % de filles. En 30 ans, nous sommes arrivés à 7 millions d'enfants scolarisés, dont la moitié sont des filles. Nous avons moins de 500 étudiants dans l'enseignement supérieur, maintenant il y en a 300 000. Alors, vous pouvez me demander à quel niveau de qualité. C'est vrai



Sid Ahmed Ghazali, à l'époque où il était le Premier ministre de Mohamed Boudiaf, président du Haut comité d'Etat algérien.

qu'il y a un problème de qualité. Mais quand je parle de révolution, c'en est une, car pas un pays n'a consacré autant de ses ressources à l'éducation. L'Algérie, bon an, mal an, en 30 ans, n'a jamais consacré moins de 35 à 40 % de son budget à l'éducation. Mais la démocratisation systématique de l'enseignement ne pouvait pas aller sans un certain nombre de revers et de problèmes. Nous avons actuellement un problème de qualité. C'est cela le défi. Voilà le domaine dans lequel il faut faire une révolution. Nous ne nous contentons pas de dire que nous avons hérité d'un pays qui était complètement détruit et de répéter cela pendant 30 ans.

● Vous êtes aussi passé de 9 millions à 27 millions d'habitants. C'est un problème cette montée de la démographie.

— C'est un handicap. Pourtant, l'Algérie a les moyens de nourrir 30 millions d'habitants. Il faut qu'elle exploite ses ressources à leur véritable niveau. Si on devait faire un bilan de l'Algérie indépendante, le jugement le plus sévère et le plus juste que je porterais personnellement, c'est que l'on a largement sous-utilisé nos capacités naturelles, celles du sous-sol, du sol et du ciel, et nos capacités humaines. Dans tout ce que nous avons fait, nous avons quand même capitalisé une expérience humaine. A titre d'exemple, en 1962, il n'y avait pas d'entreprise publique. A l'époque, tout ce qui était pouvoir économique était entre les mains d'une communauté qui a quitté l'Algérie en moins de deux mois. Quant à la communauté algérienne, elle avait été laminée, y compris sa bourgeoisie, pendant la période coloniale. Donc nous ne disposons d'aucune structure, rien sur le plan économique. Et c'est pour cette raison, plus que pour des motivations idéologiques que l'Etat s'est trouvé présent partout. C'était le seul agent capable de commencer la reconstruction et la construction du pays, via des entreprises publiques, des sociétés nationales. Elles ont progressé et ont éprouvé les mêmes difficultés, subi les mêmes échecs, que tout un chacun, surtout que la bureau-

cratie les a mis à mal. Dans tout cela, l'Algérie dispose d'un capital de managers, dont on ne parle pas beaucoup, mais qui a une très grande capacité.

On pourrait trouver dans chaque secteur — on aurait pu aborder la question de l'agriculture — des raisons d'être satisfaits et des raisons d'être mécontents.

Que s'est-il passé en Algérie ? C'est que nous avons commencé à fonctionner avec un système politico-économique qui n'était pas démocratique. Mais comment aurait-on pu s'attendre à ce qu'un pays qui sort d'une période coloniale — et qui n'était pas un pays démocratique au moment de la colonisation en 1830, qui, pendant 132 ans n'a pas baigné à l'école de la démocratie et qui est sorti d'une guerre qui lui a coûté un habitant sur six ou sept — puisse automatiquement, lors de son accession à l'indépendance, devenir une véritable démocratie ?

C'est donc, tout naturellement, que ceux qui ont libéré le pays, au nom d'une légitime révolutionnaire, se sont trouvés être ceux qui ont pris le gouvernement. Nous avons vécu alors sous un régime autoritaire qui ne craignait pas de s'appeler révolutionnaire. Le mal n'est pas là. Le mal viendrait plutôt du fait que ce système qui était sans doute naturel, voire une nécessité pour un pays qui accédait à l'indépendance, n'a pas su se réformer à temps. Et c'est alors qu'ont commencé les problèmes de l'Algérie. Il s'en est suivi une inefficacité grandissante dans l'action des dirigeants, dans la gestion de l'Etat, avec pour conséquence, dans un pays en voie de développement, tous les problèmes que je viens de mentionner.

A telle enseigne, qu'il est nécessaire de replacer l'Algérie à l'époque de la colonisation et de l'après-indépendance, pour analyser correctement la situation actuelle et trouver les remèdes pour qu'elle s'en sorte.

● C'est-à-dire ?

— Disons, qu'actuellement, l'Algérie vit une nouvelle étape, dans le chemin laborieux vers le développement et le progrès. J'ai dit qu'il fallait une révolution, car il faut qu'elle capitalise toute

son expérience. Le peuple algérien sait quelle est la voie qui mène à l'efficacité : c'est d'aller vers plus de vérité. La vérité en politique, c'est la démocratie. La vérité et la démocratie en économie, c'est passer du volontarisme à quelque chose qui se rapproche le plus des lois naturelles, universelles de l'économie, vers l'émulation.

Moins d'ordre, moins de dirigisme, vers plus de mise en jeu de la sanction du marché, c'est-à-dire le passage à l'économie de marché. C'est une révolution, pas tellement sur le plan mental, car les Algériens ont vécu la période du socialisme — bien que pour moi il n'y a jamais eu de socialisme en Algérie — aussi, ils sont convaincus que l'efficacité c'est plus de liberté dans ce qu'est capable de créer l'individu.

● La liberté d'expression par exemple ? Le nombre de journaux et de partis politiques peuvent faire penser qu'il existe une nouvelle ère de liberté. Mais il n'y a pas d'élection. La véritable liberté c'est le bulletin de vote dans l'urne...

— Nous avons, théoriquement, la liberté de la presse. Mais ça ne se décrète pas la liberté de la presse. Comment voulez-vous qu'il y ait une presse libre, s'il n'y a pas suffisamment de véritables journalistes professionnels ? Une presse unique, celle que nous avons connue pendant 25 ans, ce n'est pas la meilleure pépinière pour former des journalistes professionnels. Si vous formez la liberté de la presse algérienne au nombre de tonnes d'insultes et de critiques formulées contre le gouvernement, là on peut dire qu'elle est la plus libre du monde. Mais ce n'est pas cela la liberté. La liberté de la presse passe d'abord par des journalistes professionnels crédibles.

Bien sûr, les Algériens peuvent dire ce qu'ils veulent. Mais vous parlez de liberté par des élections libres. C'est une condition nécessaire. Elle n'est pas suffisante. C'est un aboutissement, car il s'agit d'une modalité technique afin que les gens décident de leur propre gouvernement, de leur propre destin. Or, comment voulez-vous que ce soit possible, si ce n'est mené parallèlement avec la constitution d'un Etat compétent et fort.

En d'autres termes, vous avez beau dire que tous les partis peuvent se créer comme ils le veulent, ou bien les libertés individuelles sont garanties. Cela existe en Algérie. Mais quand vous avez une administration qui n'est pas encore tout à fait compétente, c'est antinomique avec la démocratie.

Une démocratie ça se défend dans la rue. Ce n'est pas la loi de la rue. A partir du moment où dans une démocratie on peut manifester comme on veut dans la rue, cela implique que l'Etat s'équipe parallèlement pour que cette liberté de manifester ne se transforme pas en une loi imposée par la rue aux citoyens. Il faut que l'Etat soit capable de maintenir l'ordre sans tuer. Et cela implique une formation professionnelle. Si l'on prend, par exemple, au niveau de la violence, les événements d'octobre 1988, on note qu'il y en a eu souvent de semblables dans les pays occidentaux. Mais comme ils se déroulent dans des sociétés qui ont une culture démocratique très ancienne, les Etats

qui sont confrontées à ces manifestations sont équipées en conséquence pour maintenir l'ordre, sans tuer. Chez nous, les manifestations de rue étaient interdites, donc l'Etat n'avait pas songé à s'équiper pour y faire face. Et c'est ainsi qu'il a fallu faire appel à l'armée, dont les troupes n'avaient pas été formées pour le maintien de l'ordre en ville. Pas plus que les policiers ne sont entraînés pour la lutte anti-terroriste, alors qu'en face d'eux les terroristes l'ont été pendant des années en Afghanistan. Et l'impression donnée a été que l'Etat a été pris par surprise. Mais depuis un an et demi, on commence à s'équiper pour remédier à cette situation.

● **Alors, comment comptez-vous pouvoir endiguer le terrorisme et cette montée de l'islamisme qui est le danger numéro un pour le pouvoir algérien ?**

— La montée de l'islamisme n'est pas un phénomène en soi que l'on peut isoler du reste. Il existe un lien dialectique entre la dégradation de la situation sur le plan économique, social et moral et ce qui apparaît comme un phénomène d'intégrisme de masse dans la société algérienne. Il y a eu une dégradation réelle, une corruption au sens large de la vie économique et politique et sont alors venus des gens pour exploiter cette dégradation aux fins de s'imposer par la violence. Il se trouve que ce sont des intégristes, mais ils auraient pu être porteurs d'autres idéologies. Ils auraient alors exploité cette situation aux mêmes fins. Il faut bien distinguer entre le phénomène intrinsèque lui-même et essayer de ne pas le sous-estimer, ni d'ailleurs le surestimer. Est-ce que la société algérienne est intégriste ? Je réponds non.

● **Quel est l'objectif du prochain référendum et quels sont les remèdes que vous proposez quand vous parlez de révolution à faire ?**

— Le référendum, je le situe dans un autre champ d'analyse et d'action. Pour moi, la priorité, c'est de savoir comment désenliser la machine économique pour que les Algériens se remettent à espérer, à croire vraiment que ce spectacle auquel ils assistent depuis des années, c'est-à-dire des chantiers abandonnés, des grues qui ne tournent plus, des usines arrêtées, des logements qui n'arrivent pas à se construire, que cesse cet état de chose et que le mouvement reprenne, que la vie reprenne. Pour cela, il faut que les Algériens y participent, qu'ils y croient. Il faut donc que le sentiment qu'ils ont, à savoir que le pays s'est enfoncé dans un régime politique inexpugnable, disparaisse. Tandis que le référendum, c'est une réponse à une situation institutionnelle. Ses effets resteront dans ces limites-là. Nous avons des institutions vacantes, puisque le président de la République a démissionné. À titre transitoire, un Haut-Comité d'Etat a hérité des attributions du chef de l'Etat en attendant le retour à un fonctionnement normal des institutions. La préparation de ce retour s'incarne, en quelque sorte, dans le processus du référendum qui a pour but de gérer institutionnellement la période transitoire, laquelle doit nous conduire tout natu-

rellement à un retour aux normes sur le plan institutionnel. Il faut en profiter pour capitaliser l'expérience passée. Aucune constitution n'est parfaite. Celle-ci a montré ses faiblesses et la première d'entre elles a été qu'elle a instauré le pluralisme de manière non crédible et dangereuse, puisqu'un certain nombre de règles, dans un pays musulman, n'ont pas été respectées. Aussi, on ne peut pas permettre à une partie des musulmans de s'approprier l'Islam et de l'exploiter à des fins de pouvoir. La réponse n'a pas été donnée d'une manière claire dans la constitution de 1989.

● **Dans la constitution algérienne, l'Islam est bien la religion d'Etat et cela depuis le début ?**

— C'est la religion d'Etat. Mais ça ne signifie pas une prise de position claire et nette sur la relation entre l'Islam et le pouvoir, entre la religion et le pouvoir. Le moment est sans doute venu de clarifier cela sur le plan institutionnel.

● **Vous arriveriez à établir une séparation de la religion et du pouvoir, ce que l'on appelle la laïcité ?**

— Vous savez très bien que chaque terme n'est pas traduisible *mutatis mutandis*. Certains mots n'existent pas dans la langue française, d'autres dans la langue arabe. Il faut donc tenir compte du caractère subjectif du mot qui n'est jamais un pur instrument scientifique. Mais il faudrait déjà placer des limites sur le terrain...

● **La charia n'est pas la loi de l'Etat ?**

— Cela va de soi que la charia est la loi des musulmans. La charia, la loi, c'est une œuvre humaine. Distinguer entre la charia, qui est une œuvre humaine et la parole révélée, le Coran, c'est déjà un progrès à faire. Mais pour en revenir à votre question, il s'agit d'un cheminement parallèle à l'œuvre de redressement qui relève de l'aspect institutionnel et surtout, sur ce plan institutionnel, comment gérer une transition.

● **Comment la France pourrait concrètement aider l'Algérie sans ingérence. Qu'attendez-vous de la France, de l'Europe, pour vous aider dans votre œuvre de redressement ?**

— Si, en tant qu'ami, vous me parlez de mes affaires intérieures, cela ne me choque pas. Il est tout à fait naturel qu'en tant que partenaire, vous vous intéressiez à ce que peut faire sur le plan de la politique intérieure. Mais si en tant qu'ami, ou partenaire, vous me dites : « Il faut faire ceci » ou « il faut faire cela », c'est à ce moment que commence l'ingérence et que nous la considérons comme inacceptable. Je pense que l'Algérie et la France — qui, à mon avis, n'ont jamais eu une véritable politique française pour l'une, une véritable politique algérienne pour l'autre — songent maintenant, là aussi, à faire le bilan d'une expérience de ces trente années et essaient de se construire une vision pour aborder la nouvelle étape. C'est-à-dire doivent commencer à s'appro-

cher vraiment en tant que partenaires, au-delà des hommes, que nous apprenions à nous rapprocher en tant que nation, en tant qu'Etats indépendants, qui ont des intérêts, ce qui ne signifie pas du tout, loin de là, gommer tout le passé. D'ailleurs le voudrions-nous — et je ne sais pas pourquoi — que, ni vous, ni nous, ne le pourrions. Et puis, pourquoi effacer quelque chose qui, de toute façon, fait partie de notre histoire et de votre histoire, au lieu de la capitaliser positivement ? En termes plus concrets : il y a l'histoire, la géopolitique, la géographie, les intérêts, il y a la présence que nous le voulions ou non, en France, d'une communauté très large qui, à un titre ou à un autre, se réclame de l'Algérie. Cela va des immigrés qui sont de nationalité algérienne, jusqu'aux pieds noirs qui, à leur manière, se réclament de l'Algérie et l'interpellent d'une certaine façon, en passant par tous les Français d'origine algérienne qui n'ont pas oublié leur aïeuanité. Mais tout cela, constitue une dimension tout à fait particulière de la relation entre la France et l'Algérie.

● **C'est en effet un point fort des relations franco-algériennes. Justement, j'aimerais que vous nous disiez ce que vous pensez des Algériens qui ont la nationalité française. Ils sont Français pour différentes raisons, deuxième génération née en France, attachement aux coutumes et modes de vie française, commodités de travail et de déplacement, rupture avec le pays d'origine, etc. Mais ils restent membres de la communauté algérienne, ce sont des musulmans, des arabes. Alors se pose le problème dit de « l'intégration », même si ce terme est contesté par les uns, accepté par les autres. Que pensez-vous de cette communauté très importante...**

— Qui représente trois millions et demi de personnes.

● **Peut-elle s'intégrer réellement en France ? Peuvent-ils, ces Algériens, devenir des Français à part entière, alors que certains disent qu'ils ne seront jamais de vrais et de bons Français ?**

— Vous abordez là un point très important qui devrait, à mon avis, faire l'objet d'une réflexion, disons moins superficielle que cela n'a été le cas jusqu'ici.

Avant de manipuler un concept, définissons-le. Qu'est-ce que l'intégration ? Pour moi, l'intégration d'un individu dans une société, c'est l'acte qui consiste à lui permettre de vivre en harmonie complète au sein de celle-ci. Si c'est cela, je trouve que le problème est mal posé ici, car on peut constater, il se manifeste une sorte de dérive et l'on a trop vite fait de faire l'amalgame entre les difficultés que présente l'intégration et ce que l'on a appelé la contradiction de fond entre la civilisation judéo-chrétienne et la civilisation musulmane. Il y a un problème en matière d'intégration lorsqu'un individu constitue objectivement une menace pour la cohésion sociale. Or, ce qui menace la cohésion d'une société, c'est un phénomène qui n'a rien à voir avec la nationalité des membres de la communauté. Dans toute société, ni au niveau

national ou maintenant planétaire parce que le monde est petit, ou à l'échelon d'un quartier, il y a risque de désagrégation quand il existe une trop grande inégalité entre les membres de celle-ci. En d'autres termes, un Français de souche qui est marginalisé, qui a sombre dans la délinquance, pose exactement le même problème dans la société française, qu'il soit Maghrébin, Polonais ou d'origine italienne.

Ce que je refuse personnellement, c'est cette mutation de problème à un niveau civilisationnel. Vous avez, en France, des milliers d'Algériens qui sont ingénieurs, médecins, enseignants. Il ne viendra jamais à l'idée d'un Français, qu'il soit dans la masse, ou un politique quand il travaille avec lui, que cet individu lui pose un problème d'intégration. Et pourtant cette personne a exactement la même culture que l'immigré que l'on a trop tendance à charger de tous les maux qui touchent cette société.

C'est bien la preuve que le problème se situe au niveau social et culturel.

La France est une nation qui a une très forte légitimité. Mais avec cinq millions de chômeurs, elle vit un très grave problème. Néanmoins, il ne faudrait pas se satisfaire d'appliquer la formule du bouc émissaire. Elle ne résoudra pas les difficultés économiques du moment. De plus, je ne crois pas que des Algériens, ou des Maghrébins, posent, parce qu'ils sont Maghrébins, ou musulmans, un problème au niveau de l'intégration de ce pays.

● **Vous n'êtes pas hostile à ce que des Algériens acquièrent la nationalité française, que les jeunes gens fassent leur service national en France, soient des citoyens français avec les mêmes droits et les mêmes devoirs que tous les Français ?**

— Je n'ai pas à être hostile ou pas hostile, car c'est là, vraiment, une question personnelle. Moi, j'ai vécu dans une génération qui a dit *non* à la nationalité française. C'était un choix fait en tant que peuple, car nous avons été privés de notre indépendance. Mais maintenant que certains choisissent d'être Français, ça ne me choque pas. C'est une décision très personnelle. J'aborde un problème qui relève de la souveraineté française, celui de la nationalité. Mais de toute façon, il nous concerne puisqu'il est lié au statut de l'étranger et il se trouve, en quelque sorte, qu'une bonne partie du sous-proletariat en France est constituée par des immigrés ou des fils d'immigrés, donc par des Maghrébins. Mais n'oublions pas, comme le disent les statisticiens, qu'il y a 50 % de la population qui vit dans des grands ensembles, dans les grandes banlieues. Ce qui signifie aussi parfois des usines à fabriquer la délinquance en période de crise. C'est ça le vrai problème. Il est lié à l'aménagement du territoire français et je connais bien cette question, parce que nous avons commis les mêmes erreurs en Algérie. À l'indépendance, il y avait moins de 400 000 habitants à Alger, maintenant il y en a 3 500 000 ! Nous avons une politique d'urbanisme et d'habitat catastrophique. Un être humain, quel qu'il soit, vivant dans ces conditions, on en fait un enrage.

Il se trouve que nous sommes au centre de cette situation. Et quand on est malheureux, on a trop tendance à chercher, encore une fois, à faire retomber ses torts sur les autres.

● **Vous-mêmes, vous ne pensez pas que ces Algériens, les cadres, les médecins, les enseignants, qui sont une certaine élite, et tous les autres dont parfois les professions exercées sont des plus pénibles, feraient de mauvais Français, parce qu'ils sont d'origine maghrébine et musulmans ? Ils peuvent faire d'aussi bons Français que ceux de la Martinique, de la Réunion, d'Auvergne ou de Bretagne ?**

— Je ne vois vraiment pas pourquoi et j'insiste sur le fait que c'est un choix personnel que de vouloir être Français.

Mais en tant qu'Algérien, je dois m'interroger sur les raisons qui amènent les Algériens à sortir de leur pays...

● **Où a ne pas y retourner.**

— Mais c'est à moi de travailler en Algérie pour que mes compatriotes ne soient pas obligés d'aller chercher à l'étranger, ce qu'ils ne trouvent pas chez eux. C'est d'autant plus regrettable, que je sais que mon pays peut leur offrir ce qu'ils vont chercher ailleurs.

Maintenant, je refuse totalement l'idée qu'un Algérien, parce qu'il est Algérien, soit plus incapable d'assumer ses responsabilités de citoyenneté lorsque l'occasion lui en est donnée.

● **Revenons au partenariat. L'aide au développement de l'Algérie vous la souhaitez sur un plan d'égalité.**

— D'abord, qu'est-ce qui est en cause ? Le commerce brut est une chose, mais il n'est pas porteur de plus d'échanges. Il faut choisir la voie des échanges habituels, qui soient aussi porteurs d'échanges nouveaux. Pour un pays du Maghreb, à l'exemple de l'Algérie et de la France, il convient d'aller plus avant. Il faut apprendre à travailler ensemble sur des voies plus complexes, afin de créer des solidarités d'intérêt. C'est la garantie d'échanges futurs plus importants.

● **Mais pour ceux qui voudraient investir et travailler en Algérie, il leur faut des garanties, des conditions plus propices.**

— La balle est dans les deux camps. Pour créer ce partenariat, il faut d'abord que, sur le plan mental, il y ait la disposition à s'engager. Si on fait l'analyse que la France a plus intérêt à une Algérie qui puisse échanger avec elle un milliard de dollars plutôt que la moitié. Actuellement, l'Algérie — au creux de la vague — échange avec l'étranger vingt milliards de dollars. Or, elle est capable d'échanger le double. Cela ne devrait pas être indifférent à un pays comme la France. Je pense donc que la France devrait aider l'Algérie à marcher au niveau de ses propres capacités et qu'elle y trouve elle-même un intérêt à court terme.

● **La France et les Français, mais il y a aussi un problème de communication.**

— Maintenant la balle est aussi dans notre camp. Il faut que nous préparions l'environnement amical pour accueillir l'investisseur. C'est une affaire algérienne. Pour encourager ces échanges, ce partenariat, le gouvernement français doit aider l'Algérie à résoudre ses problèmes financiers qui sont des problèmes de trésorerie.

● **Dernière question : la langue anglaise deviendrait-elle la première langue étrangère en Algérie aux dépens du français ?**

— Cette histoire de la langue française fait partie des sources de malentendus entre la France et l'Algérie. Parce que dans une première phase, on a considéré que l'Algérie, voulant récupérer sa langue nationale, s'engageait dans une opération anti-française. Or, c'était la réponse à une aspiration tout à fait légitime. Maintenant, nous avons ajouté l'anglais comme langue obligatoire. Ce faisant, nous agissons dans le sens où les Français ont agi eux-mêmes, avec 20 ou 25 ans de retard. Il n'est absolument pas question de nous débarrasser du Français dont Kateb Yacine avait écrit, dans une formule que seul, lui, pouvait trouver et qui consistait à dire : « Pourquoi perdre, finalement, ce qui constitue, quand on fait le compte, peut-être, le seul véritable butin de la colonisation, l'acquisition du français. » Chez les philosophes qui nous ont précédé depuis des siècles et des siècles, on assurait que la valeur d'un homme se mesurait au nombre de langues qu'il maîtrisait.

La période coloniale s'est traduite par un recul de la langue maternelle, de la langue nationale. Il nous revenait de la rétablir à son niveau. Mais elle s'est traduite aussi par l'acquisition de la langue française. Aujourd'hui, ce sont sept millions d'enfants algériens qui étudient le français à l'école. Ce qui fait, que, si on ne compte pas la France, l'Algérie est le premier pays francophone du monde. Nous n'avons pas l'intention de perdre cet acquis.

Quant à l'anglais, ce n'est pas la langue des Anglais, ni des Américains, c'est la langue de la civilisation qui, actuellement, crée le plus dans tous les domaines. Nous n'avons pas le droit de nous priver et de priver nos enfants de cet instrument qui leur permet d'accéder à la modernité. Est-ce que l'anglais deviendra la première langue étrangère à la place du français. Cela dépendra, aussi, du nombre de maîtres que nous aurons en français et en anglais ?

Et en tout cas, nous, nous n'avons pas cessé de considérer le français comme une langue obligatoire en Algérie, tandis qu'en France on a, jusqu'ici, méprisé la langue arabe.

Propos recueillis par
Lucien Bitterlin